

**Pacte entre Chavez et Santos, à la demande de l'impérialisme**

**Dénonçons les trahisons de Chavez. Construisons une alternative anti-impérialiste, de classe et socialiste !**

L'extradition récente du journaliste Joaquín Pérez Becerra par Hugo Chavez Frías au gouvernement colombien terroriste de Juan Manuel Santos provoque l'indignation chez des milliers de militants de gauche en Amérique latine et dans le monde, même chez les sympathisants de Chavez.

Ce n'est pas étonnant. Cependant, nous croyons qu'il est essentiel de surmonter ces premières réactions et d'avancer dans le sens d'en tirer les conclusions politiques et de chercher les causes profondes qui expliquent la manière d'agir répréhensible de Chavez.

**Le « nouveau meilleur ami » de Chavez**

On sait qu'en Colombie règne un régime bonapartiste au service de la domination impérialiste étasunienne, pour laquelle il garantit une plate-forme politique et militaire sur le continent.

Ce règne de la terreur a été consolidé durant les derniers gouvernements d'Alvaro Uribe (2002-2010), une période pendant laquelle la Colombie est devenue l'un des pays avec le plus grand nombre de violations des droits de l'homme. La moitié des syndicalistes assassinés dans le monde étaient colombiens. A cela, et à d'autres chiffres qui donnent froid au dos, il faut ajouter l'apparition de fosses communes où jusqu'à 2.000 corps ont été retrouvés, de militants sociaux et de dissidents en général. Sans parler de l'Union patriotique (UP), le parti politique bien connu dont des paramilitaires et l'armée colombienne elle-même ont tué 2 candidats à la présidence, 8 membres du Congrès, 13 députés, 70 conseillers communaux, 11 maires et plus de cinq mille militants de base. Pérez Becerra a été un des deux maires de l'UP qui ont survécu à l'assassinat sélectif.

Dans ses derniers jours au gouvernement, l'assassin Uribe a accusé Chavez, devant la Cour pénale internationale et la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA, de protéger des membres des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) et de l'ELN (Armée de libération nationale). Après une escalade de la controverse, Chavez rompit les relations diplomatiques et commerciales avec la Colombie, renforça l'armée à la frontière et annonça l'imminence d'une invasion colombienne avec le soutien décisif de l'impérialisme étasunien, qui venait de signer un accord avec Uribe par lequel il pouvait utiliser sept bases militaires colombiennes, pendant 10 ans, dans la lutte « contre le trafic de drogue et le terrorisme », dans le cadre du Plan Colombie.

Au milieu de ces tensions politiques, en août 2010, la présidence colombienne passe aux mains de Juan Manuel Santos, l'ancien ministre de la Défense d'Uribe et donc exécuteur et complice de toutes les atrocités du régime génocidaire et de sa soumission à l'impérialisme.

Le chef de file de la « révolution bolivarienne » ne mâchait pas ses mots pour qualifier Santos. Peu avant et pendant la « guerre de papier » avec la Colombie, Chavez traite Santos de « mafieux », de « seigneur de la guerre, lèche-bottes numéro un des Etats-Unis en Colombie ». Il annonce également sa décision « de prendre distance, de réduire le commerce avec un gouvernement qui s'est déclaré pratiquement ennemi du Venezuela et qui, en outre, a ouvert largement le territoire de la Colombie à l'empire étasunien ». Et, cerise sur le gâteau, il annonce que, si Santos est élu, « je ne vais pas le recevoir ». Pas mal de gens seront surpris par sa façon d'agir par la suite.

Après avoir résolu la crise de la « guerre de papier », grâce à la médiation de Nestor Kirchner via l'UNASUR, Chavez change radicalement sa position concernant le nouveau gouvernement de Santos.

A partir du mois d'août, il exhorte publiquement les guérilleros colombiens à négocier avec Santos : Selon lui, le gouvernement de la Colombie « *proposant le chemin de la paix, la guérilla devrait le faire également* ». Il insiste, ouvertement : « *Cette guérilla doit se manifester pour la paix, mais avec des manifestations claires. Elle pourrait, par exemple, libérer tous les otages. Pourquoi une guérilla doit-elle retenir des otages ?* »

Sa nouvelle politique le conduit à abjurer, sans scrupules, y compris son opposition rhétorique à l'installation de bases militaires américaines sur le sol colombien. Alors qu'il est évident que celles-ci menacent la sécurité de tout le continent, Chavez déclare que « *la Colombie est souveraine pour établir des accords avec n'importe quel pays dans le monde* ».

Qui plus est, en novembre 2010, il surprend tout le monde en déclarant qu'une « nouvelle ère » s'ouvre dans les relations avec la Colombie de celui qui représente la continuité d'Uribe. Juan Manuel Santos est d'accord. Le Colombien, presque euphorique, déclare que depuis le 10 août, les relations avec Hugo Chavez sont « radicalement différentes ». Il souligne surtout la collaboration du régime « bolivarien » dans l'appréhension et l'extradition des personnes liées ou apparentées, avec ou sans raison, à la guérilla colombienne. Santos ne peut être plus clair : « *Et [Chavez] s'est engagé, face au monde et à la Colombie, et il a tenu ses promesses : il nous a livré des gens. C'est sans précédent. Il nous a livré des gens des FARC ou de l'ELN.* » Santos réaffirme finalement être optimiste que Chavez continuera à accomplir avec fidélité les impératifs des gardiens impériaux : « *Oui, je dois vous dire ce que je pense. (...) Il y a des progrès et je pense que nous verrons des progrès tous les jours, espérons-le. C'est ce que j'espère dorénavant : lui, il tient ses promesses.* »

Ce changement dans l'activité de Chavez, et même dans sa rhétorique, est le produit de l'efficacité évidente de la tactique de réaction démocratique mise en oeuvre par l'impérialisme américain. Tout comme Obama a représenté un « changement de visage » nécessaire, face à la figure détestée de Bush, Santos s'est avéré apte à remplacer Uribe avec un profil « de conciliation » et « de plus d'ouverture » au dialogue avec ses voisins, au point de gagner Chavez et Rafael Correa pour sa politique de vaincre définitivement les FARC et de stabiliser la région au service de l'impérialisme. C'est grâce à cette nouvelle tactique et la collaboration explicite de ces deux gouvernements défenseurs du « socialisme du XXIe siècle », que l'impérialisme arrive à ses fins.

### **Le cas de Pérez Becerra**

C'est en vertu de cette politique de capitulation devant le régime génocidaire de Santos-Uribe qu'a eu lieu, le 25 avril, la détention illégale et l'extradition du journaliste Joaquín Pérez Becerra, directeur de l'Agence de Presse Nouvelle Colombie (ANNCOL), qui avait fui la Colombie il y a 20 ans pour éviter d'être assassiné et avait obtenu l'asile en Suède.

La procédure d'extradition de Pérez Becerra à l'assassin Santos est dégoûtante. A peine arrivé sur le sol vénézuélien, il a été arrêté, emprisonné, privé de toute communication et déporté à Bogota en moins de 48 heures.

Un évènement illustre la servilité de Chavez envers son nouvel allié.. Santos a déclaré tout simplement au quotidien *El Tiempo* de Bogota : « *Samedi, j'ai appelé le président Chavez, je lui ai dit qu'un personnage très important pour nous, des FARC, arrivait cet après-midi avec un vol de Lufthansa à destination de Caracas et j'ai demandé s'il pouvait l'arrêter. Il n'a pas hésité. Il l'a fait capturer et il va nous l'envoyer.* »

Chavez exécute l'ordre. L'arrestation a lieu, par le gouvernement vénézuélien, Pérez Becerra étant considéré comme le « chef de file en Europe du front international des FARC ». Dans un communiqué officiel, on explique que le journaliste dissident était « *recherché par les organes judiciaires de la République de Colombie, par le biais d'Interpol, avec diffusion niveau rouge, pour avoir commis des crimes de conspiration, de financement du terrorisme et de gestion de ressources liées aux activités terroristes* ». C'est incroyable, quand on pense que cela vient d'un gouvernement dont le président déclara, il y a quelques mois, que « *les FARC et l'ELN ne sont pas des terroristes, ce sont de véritables armées et il faut leur accorder la reconnaissance, (...) ce sont des forces insurgées qui ont un projet politique et bolivarien qui est respecté ici* ».

Et si un militant ou un révolutionnaire honnête aurait encore des doutes, Chavez lui-même reconnaît sa responsabilité directe en disant : « *Le responsable pour avoir envoyé Joaquín Pérez Becerra en Colombie s'appelle Hugo Chavez, ce n'est ni Nicolas Maduro (chancelier), ni Andres Izarra (Ministre de la Communication). Celui qui veut me critiquer, qu'il me critique.* » Et ce n'est pas par hasard que, lors des manifestations pour protester contre l'extradition de Pérez Becerra, le gouvernement a réagi avec des accusations et en associant les protestataires à « l'extrême gauche ».

Chavez a violé tous les principes démocratiques. Nous ne parlons pas de principes socialistes révolutionnaires, qu'il n'a jamais eu, mais de droits fondamentaux à la défense et de l'asile politique !

Le plus grave est que le cas de Joaquin Pérez Becerra n'est pas le seul. Il s'ajoute à l'extradition de dizaines d'autres membres, réels ou supposés, des FARC, de l'ELN ou de l'ETA, ces derniers remis au gouvernement réactionnaire espagnol et à la monarchie décadente des Bourbons.

Nous avons toujours soutenu que le nationalisme bourgeois manifesté par Hugo Chavez, avec ses nationalisations arrangées avec les multinationales et d'autres mesures timides, est très limité. Mais dans le cas de Pérez Becerra, cela est encore plus évident, étant donné qu'avec l'attitude lâche de plier genou devant l'impérialisme et ses agents, il ne représente pas l'ombre des nationalistes bourgeois des années 30 et 40 du XXe siècle en Amérique latine. En ce qui concerne les réfugiés, c'est une honte car c'est à l'opposé du Mexicain Lázaro Cárdenas, qui n'a pas hésité à donner asile à des révolutionnaires de la taille de Léon Trotsky, quand ce dernier était recherché, en 1938, par plusieurs pays impérialistes et par la puissante bureaucratie soviétique.

Ces événements honteux montrent tout simplement l'adhésion de Chavez aux exigences de l'impérialisme et du régime bonapartiste de la Colombie en ce qui concerne la « lutte contre le terrorisme » qui, comme nous le savons, n'est autre chose que la lutte contre la résistance des masses latino-américaines contre la recolonisation impérialiste.

### **La toile de fond de la trahison de Chavez**

La toile de fond de cette politique délibérée de collaboration avec Santos, l'impérialisme, Interpol et la CIA est à chercher, en interne, dans la crise économique brutale au Venezuela, suite à la crise mondiale du capitalisme, et en externe, dans les pressions politiques de l'impérialisme.

La terre de Bolivar a été le seul pays qui a terminé l'année 2010 avec une récession de -1,9 %. Le taux d'inflation annuel est d'environ 30 %. Le chômage a augmenté de 6,5 à 8,7 % ces derniers mois. Le gouvernement « bolivarien » a répondu à la crise comme

tous les autres gouvernements capitalistes, en déchargeant le poids de celle-ci sur le dos de la classe ouvrière et du peuple exploité.

C'est pourquoi Chavez favorise les relations commerciales avec Santos. C'est pourquoi il flatte les assassins du peuple. C'est en échange de l'aide commerciale qu'il embellit ce Santos qui autrefois était le « mafieux » et le « lèche-bottes des Etats-Unis ». Il va jusqu'à légitimer les gouvernements putschistes comme celui de Porfirio Lobo au Honduras, qui n'était même pas reconnu jusqu'à présent par la plupart des autres gouvernements du continent.

Ce dernier aspect mérite une mention spéciale. Le 9 avril, une réunion a lieu en Colombie, à la demande de la diplomatie américaine, entre Chavez et Santos. Ces derniers s'y engagent à promouvoir la reconnaissance internationale du gouvernement issu du putsch en juin 2009 au Honduras, ainsi que sa réintégration à l'OEA lors de la prochaine Assemblée générale de l'organisme.

Ainsi, l'exécrable gouvernement putschiste et la bourgeoisie hondurienne pourraient accéder aux prêts d'organismes comme la Banque interaméricaine de développement (BID) et bénéficier des conditions de financement avantageuses pour le pétrole, concédées par Petrocaribe, une société constituée au sein de l'ALBA et dirigée par Hugo Chavez. Le président Chavez l'a manifesté clairement en Colombie : *« J'ai eu le plaisir de rencontrer le président Lobo (...) et les résultats sont encourageants. (...) Nous avons pris des mesures pour essayer d'aider le Honduras à être réintégré dans tous les organismes internationaux et aux programmes de coopération avec nos pays. »*

Chavez est prêt à blanchir un gouvernement issu d'un coup d'Etat et à trahir la lutte du peuple hondurien qui continue à résister à la persécution et la répression du régime de facto. Tout ce processus de capitulation honteuse à l'impérialisme et aux putschistes au Honduras a lieu avec l'aval de l'ancien président Zelaya Mel, qui est allé à Caracas le 19 avril dernier pour « accepter la médiation » de Hugo Chavez dans l'intérêt de « la paix et la démocratie au Honduras ».

Ces événements mettent un terme à une controverse qui a débuté en 2009, où la plupart de la gauche affirmaient que la tactique de l'impérialisme était de promouvoir partout des coups d'Etat du genre Honduras, et qu'il fallait donc renforcer le soutien politique aux gouvernements « progressistes ». Dans la LIT-QI, nous soutenions que la principale tactique de l'impérialisme était différente. C'était la réaction démocratique, visant à intégrer l'opposition du Honduras - y compris Zelaya lui-même - au régime moyennant des accords, ce qui est le cas actuellement.

Cela ne sert à rien de tourner autour du pot. Il faut appeler les actions de Chavez par leur nom : la trahison et la soumission. Il a trahi les masses vénézuéliennes qui ont été les protagonistes d'impressionnantes luttes révolutionnaires depuis 1989, ainsi que tous ces combattants et militants honnêtes du monde entier qui ont cru - et continuent à croire - en lui comme un dirigeant « anti-impérialiste » et « socialiste ».

**Pour une campagne de solidarité, de dénonciation et de la mobilisation internationale pour la libération de Pérez Becerra !**

**La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)**, nous dénonçons cette trahison infâme de Hugo Chavez et nous rendons son gouvernement responsable de tout atteinte à l'intégrité physique de Pérez Becerra.

Il est impératif d'entreprendre une vaste campagne massive d'information, de dénonciation et de mobilisation pour la libération immédiate de Pérez Becerra et de tous les prisonniers politiques remis au régime terroriste de Santos par le gouvernement de Chavez.

Il est temps de dénoncer les trahisons de Chávez et d'exiger la rupture de son pacte infâme avec Santos et l'impérialisme. Il n'y a que l'organisation et la mobilisation indépendantes de la classe ouvrière et du peuple vénézuélien, ensemble avec le reste de l'Amérique latine, qui peut vaincre le pacte signé en échange du sang et de la liberté de milliers de combattants sociaux et de gauche.

**Construisons une alternative anti-impérialiste, ouvrière et socialiste contre le chavisme !**

Il est également nécessaire d'approfondir l'analyse au sein de toutes les organisations qui prétendent être de gauche et qui hissent le drapeau du socialisme, concernant le caractère de classe du gouvernement de Chavez. Il est urgent de rompre avec la confusion issue de l'identification de la défense de la révolution vénézuélienne, et latino-américaine, avec la défense du gouvernement de Chavez. Hugo Chavez n'est pas la révolution, il en est le fossoyeur.

Le leader « bolivarien » a démontré amplement qu'il est un dirigeant bourgeois d'un secteur des capitalistes vénézuéliens qui s'enrichissent avec les revenus pétroliers et toute sorte de négociations avec l'Etat. Ce n'est pas un dirigeant socialiste. Il est le chef de la dénommée « bolibourgeoisie ». Etant donné son caractère bourgeois, il ne pourra jamais être un anti-impérialiste conséquent et, en dépit de sa rhétorique et de quelques frictions avec l'impérialisme, il va continuer à maintenir le Venezuela dans la condition de pays semicolonial.

Une politique de soutien à ce gouvernement ne fait que saper la possibilité et la nécessité de construire une issue indépendante, de classe, socialiste et internationaliste pour la classe ouvrière vénézuélienne, une tâche dans laquelle nous nous sommes engagés, les militants de la LIT-QI et d'autres révolutionnaires dans le monde.

Nous réaffirmons qu'aucune bourgeoisie ou secteur bourgeois national de l'Amérique latine ne peut jouer un rôle progressiste dans la libération de notre continent des griffes de l'aigle impérial. Chavez n'est pas, et ne sera pas, l'exception à cette règle confirmée par l'histoire. Il est temps de faire le point et de tirer les enseignements nécessaires pour la révolution socialiste qui nous libère de l'oppression et de l'exploitation.

**Secrétariat international de la LIT**

Mai 2011